

1895

VENDREDI 10 NOVEMBRE
HORS-SÉRIE N° 5 « LES 100 ANS DU LIBERTAIRE »

1995

le monde
libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

2 AU 8 NOVEMBRE 1995

N° 1015

10,00 F



PROTECTION SOCIALE : HOLD-UP SUR LES SALARIÉS

LES SYNDICATS feront-ils un coup d'éclat le 14 novembre prochain pour défendre la protection sociale ? Marc Blondel, en janvier dernier, lors du meeting parisien de la CGT-FO, n'avait-il pas déclaré que « la défense de la sécurité sociale mérite une grève générale interprofessionnelle ». Aussi, le 25 octobre, FO annonçait son intention d'organiser, le mardi 14 novembre, des manifestations et des rassemblements dans les départements et devant les préfectures pour démontrer l'attachement des salariés à leur sécurité sociale. Mais des paroles aux actes, il y a plus qu'un pas. Suite à son Comité confédéral national du 26 octobre, la CGT, de son côté, appelle à une action interprofessionnelle avec grèves et manifestations le même jour. Quant à la CFTD, Nicole Notat appelle à la vigilance sur le plan social, le 27 au soir, sur France 2 ; on connaît trop les positions de la centrale pour une réforme de la protection sociale et de l'assurance maladie qui passe par un élargissement de l'assiette de la CSG. Gandois, le président du CNPF, se disait rassuré par les propositions de Jacques Chirac, et il y a fort à parier que le patronat n'aura pas trop peur de la menace des syndicats.

En attendant, Chirac avance de multiples remises en cause qui seront à l'ordre du jour des débats parlementaires à la mi-novembre. On serait tenté de se

demander à quoi ont servi les forums régionaux de la protection sociale, ces dernières semaines : poudre aux yeux pour cacher le vrai sens des réformes programmées. L'urgence du président de la République n'est plus à la réduction de la fracture sociale (celle entre les privilégiés qui ont du travail et les victimes qui en sont exclues, alors que pour nous, la vraie fracture se situe entre le monde du travail et la classe écono-

mique dominante), mais à la baisse des déficits publics, notamment ceux de la sécurité sociale, y compris en bravant l'impopularité, dit-il. En clair, lors de son entretien sur France 2, Chirac entend décréter une pause sociale pour mener à bien un plan de redressement qui sera tout aussi inopérant que les multiples précédents. Candidat à l'élection présidentielle, Chirac promettait de baisser les prélèvements sociaux et de ne pas

plafonner les dépenses de santé au niveau des richesses nationales. Président de la République, quelques mois plus tard, il annonce que tous les Français seront mis à contribution, qu'il faudra augmenter les prélèvements sociaux pour financer la dette cumulée du régime général de la sécurité sociale et réduire de 30 milliards le déficit de ce même régime en 1996 (prévu à hauteur de plus de 60 milliards, puisque celui de 1995

est déjà estimé à près de 65 milliards). Ainsi est-il envisagé d'élargir l'assiette de la CSG, d'en relever le taux et de réduire le taux de progression des dépenses de santé à un niveau inférieur à celui du produit intérieur brut. Le taux directeur des dépenses hospitalières ne sera donc que de 2,1% pour 1996 (ces dépenses représentent la moitié des dépenses de santé et sont consacrées pour 70% à la rémunération des personnels), la progression du PIB étant prévue à 2,8%. Cette régulation économique du système de soins accentuera les effets des mesures précédentes. En fermant des hôpitaux locaux, des services et des lits hospitaliers, et en n'accordant aucun budget supplémentaire pour de réelles alternatives à l'hospitalisation, on condamne les plus démunis à gonfler les rangs aujourd'hui de ceux et celles exclus du système de santé. Plus de 2 millions de personnes fréquentent les cabinets médicaux caritatifs, avec des problèmes de santé gravissimes : des dents non soignées faute de couverture sociale entraînent des pathologies graves, gastriques et autres, affectant sérieusement l'état général. En passant à 70 F le forfait hospitalier et en prélevant 5 F sur chaque ordonnance, on opère un hold-up sur les malades et leur famille : combien de personnes mangent chaque jour pour 70 F, et comment feront ceux qui n'ont pour vivre même pas cette somme-là quotidienne, quand on sait que sont recensés 5 millions d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté (évalué à 2 300 F



PERPIGNAN
1^{er} - 4 NOVEMBRE
colloque national
« L'ANARCHISME...
IMAGES
ET RÉALITÉS »
programme en page 3

PARIS
« Procès de la solidarité »
(lire p.8)
Manifestation
samedi 11 novembre - 11 h 30
Rendez-vous
devant la gare Montparnasse

T 2137 - 1015 - 10,00 F



FOP 2520

(suite p. 3)

N'embrasse pas l'occasion dont la bouche est sale

QU'EN EST-IL AUJOURD'HUI de la franc-maçonnerie ? S'inscrit-elle encore (comme au XVIII^e et au XIX^e siècles) dans une perspective révolutionnaire ou bien se contente-t-elle (comme on le clame ici et là) de napper de mystère le brouet rance d'un vague réformisme humaniste ? Pourquoi certains anarchistes sont-ils séduits par elle ? Peut-on être tout à la fois anarchiste et franc-maçon ? Autant de questions qui traversent régulièrement le mouvement anarchiste ! Autant de questions qui, parce qu'elles ne se posent plus avec la même acuité qu'hier, peuvent être abordées aujourd'hui avec sérénité ! Autant de questions auxquelles il est peut-être l'heure d'apporter des réponses... radicales ! (1)

Il était une fois...

C'est un fait, à un certain moment de son histoire, la franc-maçonnerie s'est clairement inscrite dans une perspective révolutionnaire. En pesant lourdement en France sur les révolutions de 1789, 1830 et 1848, sur l'instauration du suffrage universel, sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en élaborant dans ses loges les grands bouleversements de la

fin du XIX^e siècle en Italie et en Espagne... Et ce n'est pas sans fierté qu'elle revendique cet héritage. C'est ainsi, notamment, que le conseil de l'ordre du Grand Orient de France déclarait en 1897 : « C'est la franc-maçonnerie qui a préparé notre révolution (2), la plus grande de toutes les épopées populaires que l'histoire ait engendré dans ses annales, et c'est à la franc-maçonnerie que revient le sublime honneur d'avoir fourni à cet inoubliable événement la formule (3) où sont incarnés ses principes. » Dans ces conditions, qui suffisent largement à expliquer que la franc-maçonnerie se soit retrouvée à maintes reprises au centre de la répression mise en œuvre par les régimes réactionnaires et fascistes de ces 150 dernières années, il n'est pas étonnant de retrouver dans ses rangs un certain nombre d'anarchistes notoires (Elisée Reclus, Francisco Ferrer...) de la fin du XIX^e et du début XX^e.

Les temps étaient difficiles. La liberté d'expression quasiment inexistante. La répression féroce. Et les progressistes... rares ! Reste que si pour tout cela les francs-maçons méritent notre respect et peuvent même être considérés avec une certaine sympathie... ça ne signifie pas pour autant que... !

Quand le chat est repu, il trouve que le derrière de la souris pue

Jadis, c'est vrai, les francs-maçons ont joué dans la division *Révolution*. Ils ont marqué des buts. En ont encaissés... Mais aujourd'hui ?

Aujourd'hui, et ça fait déjà un certain temps de cela, c'est assurément une autre paire de manches.

En effet, la franc-maçonnerie (une certaine frange de la franc-maçonnerie, pour être précis), s'est battue avec courage contre la royauté, l'aristocratie, le clergé... pour imposer la république, la démocratie, la laïcité, la séparation de l'Eglise et de l'Etat... Mais une fois la république (bourgeoise) bien assise au volant de la division sociale et l'Eglise remise à sa place d'opium du peuple... elle s'est retrouvée dans le rôle d'une sorte d'abbé Pierre de la république, de la démocratie, de la laïcité... avec pour toute ambition et tout programme d'arrondir les angles les plus « déchirants » de l'édifice républicain.

Or, la république (comme forme politique de gouvernement de la cité) peut tout à fait (dès lors qu'elle n'opère qu'au seul niveau politique) s'accommoder de l'exploitation et de l'oppression de l'Homme par l'Homme, qui suintent goutte à goutte (et aujourd'hui en jets continus), d'une division de la société en classes sociales antagonistes. Et c'est peu dire qu'à un moment donné (quand la classe politique freine la lutte des exploités et des opprimés et, au bout du compte, enferme la révolte dans une impasse), il faut choisir entre la république bourgeoise et la révolution sociale. Et les francs-maçons, c'est patent, ont choisi depuis belle lurette la république.

Oh certes, pour eux, (pour leur fraction la plus éclairée, tout au moins), la division sociale et son cortège d'injustices et de misères méritent qu'on s'en préoccupe et qu'on tente d'y apporter remède... mais dans le cadre

politique et social existant, c'est-à-dire le capitalisme et la démocratie bourgeoise.

Au fond, ce à quoi ils aspirent, c'est à un capitalisme épuré de ses verrues les plus criardes ; à une république dans laquelle coexisteraient harmonieusement patrons de gauche, militaires pacifistes, curés agnostiques et prolétaires patients et polis.

Est-il besoin de le préciser, cette « charmante » utopie n'est pas neutre politiquement. Car dans le cadre d'une société divisée en classes sociales irréductiblement antagonistes (le capitalisme reposant sur l'exploitation et l'oppression du prolétariat), on est soit dans un camp soit dans l'autre.

Les francs-maçons ont choisi la collaboration de classes contre la lutte des classes. La réformisme progressiste (pour ce qui concerne le Grand Orient, car à la Grande Loge de France et dans d'autres obédiences, bonjour les accents réactionnaires de tout ordre) contre la révolution sociale. L'individu contre les classes. La parole contre l'action directe. Les droits formels contre les droits réels. La synthèse contre la révolte. La bourgeoisie contre le prolétariat. Tout cela se traduisant par une stratégie de lobbying sur le pouvoir (dans l'espoir de parvenir à faire voter au Parlement un certain nombre de lois « progressistes ») et par l'« incroyable » de discussion « fraternelles » au sein de loges entre victimes (ouvriers, paysans...) et bourreaux (politicards, patrons, flics, curés, banquiers...) du système capitaliste.

Ni rire, ni pleurer... mais comprendre

C'est un fait connu, l'anarchisme est traversé par deux grandes logiques fondamentalement antagonistes.

La première, d'essence humaniste, individualiste, culturelle... place l'individu au centre de ses préoccupations. Elle est généralement réticente à l'idée d'organisation et a produit le meilleur (l'intransigeance et la radicalité) comme le pire (le nombrilisme et le reniement).

La seconde, d'essence sociale, ouvrière, collectiviste... place le social au centre de ses préoccupations. Elle est résolument organisationnelle, et a produit le meilleur (l'insertion de l'anarchisme dans les mouvements sociaux) comme le pire (l'avant-gardisme et le reniement).

Dans ces conditions, il est tentant pour l'anarchisme social (dans le camp duquel je me range clairement, sans cepen-

dant adhérer à l'une des « épiceries » — communiste libertaire, anarcho-syndicaliste... —, dont je considère qu'elles sont aujourd'hui passablement délabrées) d'expliquer que les convergences qui ont pu s'établir entre la franc-maçonnerie et l'anarchisme n'opèrent qu'au seul niveau de l'anarchisme humaniste, individualiste, culturel de par leur méfiance commune à l'encontre de la lutte des classes, de l'action directe collective, de l'organisation de la révolution... et de la révolution sociale.

Reste que, même si tout cela est vrai et implique de penser (comme la CNT-AIT espagnole de la « grande époque ») qu'il est fondamentalement impensable (aujourd'hui) d'être tout à la fois franc-maçon et anarchiste, j'ai la faiblesse de croire que l'énoncé d'ukases ne suffit pas à résoudre le problème. Car tous les anarchistes humanistes, individualistes, culturels... ne frotent pas avec la franc-maçonnerie et car certains anarchistes sociaux ne se privent pas de franchir le pas. D'où... ? D'où la nécessité de se poser la seule question qui vaille : celle du pourquoi des choses.

Pourquoi, en effet, certains camarades-frères sont-ils encore aujourd'hui (sans pour autant être spécialement dupes) attirés par les lumières de la ville franc-maçonne ? Pourquoi mettent-ils en avant qu'ils y rencontrent un espace de débat ? Pourquoi estiment-ils qu'ils peuvent, par ce biais, entretenir la porte d'une certaine efficacité ? Pourquoi affirment-ils et côtoient une certaine fraternité ?... Oui, pourquoi ?

Dans ces conditions, on voudra bien me pardonner, tout en exprimant pleinement l'évidence de l'incompatibilité entre anarchisme social et franc-maçonnerie, de ne pas me contenter d'aborder un problème au seul niveau de ses effets et d'oser le regarder les yeux dans les yeux de ses causes.

Car, mais c'est bien sûr, si l'anarchisme social était davantage un espace de débats, une cristallisation d'actions et de luttes... et si la camaraderie y avait une autre gueule que celle qu'elle a aujourd'hui, nul doute que...

On en reparle !

JEAN-MARC RAYNAUD

(1) Le présent article emprunte beaucoup au numéro spécial de *Noir et Rouge* (n° 5, 1957), intitulé « Franc-maçonnerie ou anarchie ? ».

(2) Celle de 1789.

(3) Liberté, Egalité, Fraternité.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

lemonde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger	
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

RADIO LIBERTAIRE (89.4)

SOUSCRIPTION RL/ML pour de NOUVEAUX LOCAUX et CARTES d'AUDITEURS

- 25 F : Sylvie Guillaume.
- 40 F : Claude Bonnefis.
- 50 F Xavier Diaz-Garcia, Robert Péaud.
- 100 F : Suzanne Blaise-Rigal, Frédéric Desse, François Jacquemard, Marcel, Pascal Martin, Jean Putigny, Paul Ramos.
- 150 F : Lucien Vourc.
- 200 F : Muriel Béthery, Olivier Bueb, Gilbert Davi, Bernard Haillant, Chantal Geneviève Pastre, Polverel, P. Vaque-Marti.
- 250 F : Jean-Hugues Réty.
- 300 F : Alison Benney.
- 350 F : Martine Hassenfoder-Marc Stoltz.
- 500 F : Claude Rey.
- 1 000 F : association « Romano Lil ».
- 2 000 F : association « La Bourrache ».
- 5 000 F : Jean-Marc Audoin.

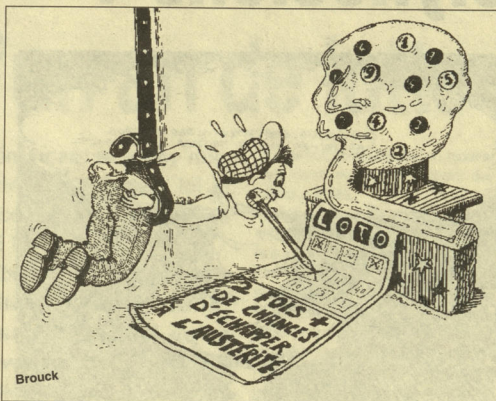
TOTAL (au 20/10/95) : 11 815 F

Protection sociale : hold-up sur les salariés

(suite de la « une »)

par mois ? Et comment qualifier l'obligation envisagée de 40 années de cotisations pour prétendre à bénéficier de la retraite pour les fonctionnaires, si ce n'est de racket !

Une fois de plus, ce sera le monde du travail et non du capital qui fera les frais du énième plan de redressement de la sécurité sociale, en laissant de côté sans prestations une part grandissante de la population. Peu à peu, est cassé le système de protection sociale, comme dans la plupart des pays où existait un système de redistribution sociale et solidaire. Le déficit du régime général n'est montré que pour masquer les prélèvements faits sur son dos pour compenser d'autres régimes réellement déficitaires comme celui des non-salariés. Les déficits sociaux n'ont d'origine que dans la poli-



tique économique menée (chômage, précarité et blocage des salaires), et non dans des dépenses de santé légitimes face au vieillissement de la population, et à une offre de soins de plus en plus chère. Mais le rapport Picq ne posait-il pas la question du bien-fondé de « soins de haute technologie et de thérapeutiques coûteuses à des personnes âgées à espérance de vie naturelle très limitée » ?

Il est sûr qu'en excluant les vieux, les pauvres, les immigrés,

et pourquoi pas les enfants et les femmes, on ferait de sérieuses économies. Chirac, il faudrait y penser : la chirurgie, en supprimant le mal définitivement, est plus rapide et efficace que l'homéopathie. Encore que j'ai l'impression que nous sommes passés en salle d'opération, tant la population semble anesthésiée.

Alors, à quand la Sociale ? Ce 14 novembre, sur la piste unitaire du 10 octobre, et si c'était vrai pour ce 50^e anniversaire de la Sécu ?

RECTIFICATIF

« Rendons à César ce qui est à César ! ». Ainsi, l'article « Minons le nucléaire ! », paru dans le *Monde libertaire* n° 1014, du 26 octobre, signé : Christophe Fétat (adhérent individuel FA - Lille), était co-rédigé par Philippe (adhérent du Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux de Lille), qui voudra bien excuser l'oubli de son nom à la signature.

HÉLÈNE HERNANDEZ (gr. Pierre-Besnard - Paris)

En vente à la librairie du *Monde Libertaire* (chèque à l'ordre de Publico) au prix de 200 F (+10% de frais de port), la vidéo de Richard Prost sur *L'Espagne libertaire de 1936-1939* : Un autre futur (2 h 51).

CINÉMA

Le Voyage de Baba, premier long métrage de Christine Eyméric, tourné sans financement, sort sans publicité le 2 novembre : les habitants d'un quartier populaire de Dakar jouent leur propre rôle dans une histoire fondée pour une large part sur l'improvisation. *Le Voyage de Baba* est projeté aux heures habituelles de séances à l'Entrepôt (7, rue Francis-de-Pressensé [M° Pernety], 75014 Paris) et à Images d'ailleurs (21, rue de la Clef [M° Censier-Daubenton], 75005 Paris). Les 2 et 6 novembre, à l'Entrepôt, le film sera projeté en présence de la réalisatrice.

Info. : Michèle Rollin

RENDEZ-VOUS

CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise le samedi 4 novembre, à 20 h 30, une réunion-débat ayant pour thème : « La fracture sociale, quel rôle pour les anarchistes ? ».

Cette soirée sera animée par Alain Dervin, des « Chroniques syndicales » (Radio Libertaire), et elle se déroulera au local du groupe : 1 bis, rue Emilie (près de la gare SNCF), 77500 Chelles.

PARUTIONS

BANDEAU

« MONDE LIBERTAIRE » Le groupe du Gard diffuse un bandeau « Lisez le *Monde libertaire* », de couleur jaune vif, au format 65x20, impression noire. A coller seul ou avec une affiche à thème. Tarifs (port compris) : — 10 exemplaires : 10 F ; — 100 exemplaires : 52 F ; — 200 exemplaires : 88 F. Chèque à établir à l'ordre de Vidal. A commander à : AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

PRESSE

Le groupe Proudhon de Besançon a sorti un numéro double du *Drapeau noir*, au prix de 10 F. Abonnement : 50 F (soutien : 100 F). Chèque à l'ordre du CESL. Groupe P.-J.-Proudhon c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.

Librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot
(M° Oberkampf), 75011 Paris

SOIRÉES (à 19 h 30) pour l'ESPAGNE LIBERTAIRE

• **Mardi 7 novembre : discussion autour du film d'André Malraux, *L'Espoir* (1 h 34)**
L'aviation républicaine aux prises avec celle des franquistes.

• **Mercredi 8 novembre : discussion autour du documentaire *Un autre futur* (2 h 51), de Richard Prost.**
50 ans après, l'histoire des anarcho-syndicalistes espagnols, qui menèrent une révolution autogestionnaire au cœur de la guerre civile.

• **Judi 9 novembre : discussion autour du film de Christian Marc, *L'Humiliation, la misère et l'oubli - Contes de l'exil ordinaire.***
L'internement, en 1939, des républicains dans les camps de concentration français...

**Perpignan - 1er - 4 novembre 1995
salle Arago
« L'ANARCHISME... IMAGES ET RÉALITÉS »**

• **Mercredi 1^{er} novembre, 14 h - 20 h 30 : LES VISAGES DE L'ANARCHISME :** Hugues Lenoir : *Unité et diversité de l'anarchisme* • Yves Peyraud : *Le communisme anarchiste comme idéal de société* • René Berthier : *Anarchisme et mouvement ouvrier*.

• **Judi 2 novembre, 17 h - 20 h 30 : LUTTES D'AUJOURD'HUI ET PROPOSITIONS ANARCHISTES :** Bernard Pensiot : *Les nouvelles donnees de la lutte* • Héléne Hernandez : *Syndicalisme en rupture* • Philippe Pelletier : *Ecologie, antifascisme : le point de vue anarchiste*.

• **Vendredi 3 novembre, 17 h - 20 h 30 : IMAGES ET RÉALITÉS DE L'ANARCHISME :** Ronald Creagh : *Utopies et créativité du mouvement libertaire* • Fernando Bronchal : *Labels et fanzines anarchistes en liberté* • Jérôme Varquez : *Le pacifisme et l'antimilitarisme anarchistes*.

• **Samedi 4 novembre, 10 h - 13 h : ANARCHISME ET FÉMINISME :** Héléne Hernandez : *Actualité de l'anarcho-féminisme*.

• **Samedi 4 novembre, 16 h - 20 h : L'EDUCATION LIBERTAIRE COMME ALTERNATIVE :** Jean-Marc Raynaud : *Education libertaire d'hier et d'aujourd'hui* • Bernard Lebœuf : « Bonaventure », l'éducation libertaire en pratique.

• **Du 1^{er} au 4 novembre, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, à la LIBRAIRIE INFOS de PERPIGNAN, 2, rue T.-Guiter :** EXPOSITIONS (affiches, presse, la vie d'un groupe anar...), VIDÉOS (*Un poble en armes, De toda la vida, Bonaventura*).

• **Vendredi 3, à 21 h 30 : *Le dernier des Mohicans*, de Michaël Mann, avec Daniel Day-Lewis (d'après le roman de J. F. Cooper - 1826) au CINÉMAGINAIRE D'ARCELES.**

• **Samedi 4, à 21 h 30 : soirée musicale à la LIBRAIRIE INFOS.**

Amies lectrices, amis lecteurs

Comme nous l'avons annoncé dans notre précédent ML, une partie des manifestations prévues lors de la célébration du « Centenaire de la presse libertaire » (colloque public, expositions, gala) a dû être reportée au premier trimestre de l'année 1996. Ce report est motivé par la difficulté à trouver une salle adaptée aux festivités, mais aussi en raison de l'investissement militant des divers compagnons engagés dans le projet.

Les militants FA, nombreux à être engagés dans les organisations syndicales ou associatives, ne peuvent suffire à la tâche quand l'actualité sociale et politique se fait pressante. Ces derniers temps, les manifestations (contre les essais nucléaires, sur le front social...), les réunions, débats divers... ont entraîné à la multiplication de leurs activités.

Si le « Centenaire de la presse libertaire » a une valeur indéniable pour la permanence de nos idées, nous ne pouvons nous permettre d'être absents des luttes actuelles. Nous nous devons d'avoir ce discours sans ambiguïté auprès de nos lecteurs.

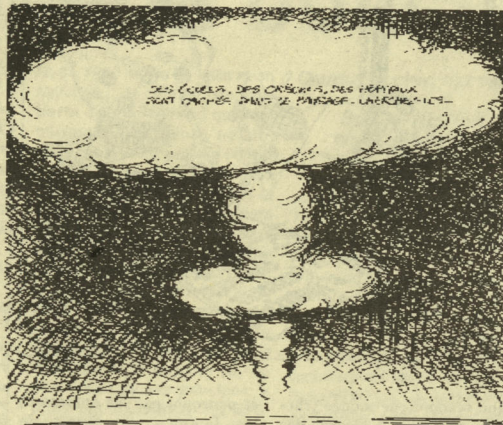
Comme nous l'envisagions la semaine dernière, en mettant les bouchées doubles, nous avons pu organiser une grande journée de débats, d'interviews et de chansons, le 11 novembre 1995, en direct sur Radio Libertaire (89.4). Quasiment tous les invités du colloque y interviendront (historiens, éditeurs, militants, écrivains). De façon à ne pas désavantager nos lecteurs de province, une cassette audio de cette journée sera réalisée par la technique de RL.

L'ADMINISTRATEUR ML

Les Aquitains futurs Polynésiens ?

Le gouvernement n'arrête pas de nous affirmer que la demi-douzaine d'essais nucléaires prévus à Mururoa seront les derniers (promis, juré !) et qu'à partir de l'année prochaine les essais seront simulés « en laboratoire, sur ordinateurs ».

Il s'agit là d'une énorme désinformation. La revue *Science & Vie*, dans son numéro d'août 1995, a publié le plan de ce « futur simulateur » : il s'agit d'un énorme complexe de production de faisceaux laser, ces faisceaux, au nombre de 240, convergeant sur une capsule dans laquelle sera atteinte la température de la fusion nucléaire (100 millions de C°). Cette machine aura la taille d'un réacteur nucléaire et de ses bâtiments annexes. Le lieu d'implantation de ce simulateur, que *Science & Vie* ne précise pas, sera le Centre d'études scientifiques et techniques d'Aquitaine (CESTA), situé dans la commune du Barp, dans les Landes girondines, sur la route Bordeaux-Bayonne. Le CESTA dépend de la



Division des applications militaires (DAM) du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

D'après les données techniques fournies par *Science & Vie*, le simulateur projeté a des analogies

avec les machines à fusion au laser de type *Phébus* ou *Nova*.

La fusion nucléaire est l'utopie électrochimique de l'an 2000 : on espère remplacer les réacteurs nucléaires à fission actuels par des réacteurs à fusion, « qui reproduiront l'énergie du soleil ». Le principe est de faire fusionner deux éléments atomiques légers grâce à l'obtention d'une température de plusieurs dizaines de millions de C°. Depuis plus de 20 ans, différentes machines à fusion ont été expérimentées, comme le *Tokamak* du centre de Fontenay-aux-Roses et le *Tore-Supra* du centre de Cadarache. Cette première génération d'engins, constitués par un tore et d'énormes bobines développant des champs magnétiques, s'est révélée peu rentable, la température de fusion étant très difficile à atteindre. On s'oriente maintenant sur des machines où cette température est obtenue par la concentration de faisceaux laser.

Deux éléments sont utilisés pour la fusion nucléaire : des isotopes de l'hydrogène, le deutérium et le

tritium. La réaction thermonucléaire donne naissance à de l'hélium et à une émission de neutrons.

Le physicien Raymond Sené a fait l'analyse critique d'une telle technologie dans la *Gazette nucléaire* (n° 119-120), la publication du Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN). La domestication de la fusion comme énergie électrochimique reste des plus aléatoires. En outre, quoi qu'en disent ses promoteurs, ce ne serait pas une énergie « propre ». La fusion deutérium-tritium entraînera des fuites de tritium (élément radioactif) et la formation d'autres radio-éléments engendrés par le bombardement de neutrons.

Une machine à fusion est donc aussi polluante et dangereuse qu'un réacteur nucléaire à fission. On construirait ainsi, dans le Sud-Ouest, une nouvelle installation nucléaire qui ne serait pas sans dangers : les Aquitains, futurs Polynésiens ?

Le « simulateur » du Barp pourrait ainsi avoir plusieurs objectifs : étude des « explosions » nucléaires et poursuite de l'expérimentation de réacteurs à fusion au laser.

Une autre critique d'un tel programme est d'ordre économique. Le coût de « la simulation d'essais nucléaires » est estimé à 15 milliards de francs. Un « tir » laser dans le simulateur du CESTA (baptisé *Laser mégajoule*) nécessiterait une consommation électrique de 30 mégawatts, soit la consommation d'une petite ville ! Une nouvelle ligne très haute tension (THT), de 225 000 volts, passant, comme par hasard, par Le Barp, est prévue par EDF. Ce serait, par exemple, de l'électricité produite par la centrale nucléaire du Blayais ou par celle de Golfech qui alimenterait le CESTA : c'est le serpent qui se mord la queue, l'électricité produite par des centrales atomiques étant consommée par des machines nucléaires improductives : machines à fusion, surgénérateur *Superphénix* de Malville, accélérateurs de particules, installations de la force de frappe... La France est bien le champion du lobby nucléaire !

PANURGE

R ENDEZ-VOUS

DIJON

• « Les Voix sans maître » présentent Polymaggo (rock psyché), Les Frères Feuillus (folk), Carafé Boulba et les Beaux Tritis (punk-ska), lors d'une soirée organisée par le groupe FA de Dijon, en collaboration avec le SCALP, le samedi 4 novembre, à 21 h, à « La Vapeur », 42, avenue de Stalingrad, à Dijon. Prix : 30 F. • Rencontre des militant(e)s et sympathisant(e)s FA : chaque vendredi, de 21 h à 22 h 30, au local anarchiste du 61, rue Jeannin, à Dijon. Tél. : 80.66.81.49.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires vous invite au rassemblement contre toutes les guerres, pour l'abolition du service militaire et pour la paix, qui se déroulera le vendredi 10 novembre, à partir de 17 h, sur la Grand'place.

LYON

Débat des groupes FA de Lyon sur la « Révolution espagnole », le samedi 4 novembre, à 15 h, à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

MONTPELLIER

Exposition : *Images de la révolution sociale - Espagne 36*, à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc. Tous les jours, jusqu'au vendredi 10 novembre, de 15 à 19 heures. Entrée libre.

PARIS

Le groupe Louise-Michel de la FA vous propose, les vendredis à venir, à 20 h 30, au 10, rue Robert-Planquette (métro Abbesses ou Blanche), 75018 Paris, des soirées-débat sur le thème : « Travail et économie ». Le 10 novembre, la soirée portera sur « L'Autogestion distributive », et sera animée par Charles Lorient et Serge Livrozet. Le 17 novembre : « Syndicalisme et travail », avec Jacky Toublet. Le 24 novembre : « Femmes, travail et hiérarchie », avec Hélène Hernandez et Wally Rosell. Le 1^{er} décembre : « La crise », avec François Coquet.

EN RADE DE BREST Les antinucléaires défient les sous-marinières de l'Île Longue

Le rassemblement contre les essais nucléaires a réuni le 15 octobre entre 10 et 15 000 personnes, selon les sources, près de la base des sous-marins nucléaires à l'Île Longue, en rade de Brest.

Le lendemain, le quotidien *Ouest-France* titrait, en première page : « Les Anti-nucléaires font le plein à l'Île Longue ». Le *Télégramme de Brest*, de son côté, signalait au passage « la présence fugitive de quelques anarchistes »... Quant aux radios et télévisions, ce fut du vite expédié ou du pas expédié du tout. Les groupes FA de Brest, Rennes, Lorient et les SCALP de Rennes et Nantes ont regroupé une cinquantaine de personnes.

Une table de presse avait été installée parmi les stands des différents mouvements antinucléaires, le long du petit port du Fret, lieu du rassemblement.

Les « Z'écolos » avaient appelé à une marche le matin, au départ de la petite ville de Crozon, pour rallier Le Fret. Le Mouvement pour la Paix, principal organisateur, refusa d'y participer et détourna les cars directement sur Le Fret. Les anarcho-marcheurs commencèrent donc leur dure journée en compagnie écolo, avec en tête — élite oblige — les apparatchiks tels miss Voinet et mister Cochet. Les slogans antinucléaires, civil ou militaire, étaient repris en cœur. Le cortège arriva au Fret vers 13 h. Pendant ce temps, les représentants de différents mouvements se succédaient à la tribune (Allemands, Anglais, Portugais, Japonais).

La manifestation à destination de la base commença vers 15 h. En tête du cortège, le professeur Théodore Monot, 93 ans, scientifique antinucléaire, compagnon de lutte de Jean Rostand, « Notre Seigneur » Gaillot, l'évêque dissident, qui, entre nous, s'est permis de passer devant tout le monde pour acheter sa merguez dominicale... Elite oblige, mes frères... A notre proximité, le frère s'est bouffé du « Ni Dieu, ni maître, ni nucléaire » en dessert, ce qui ne faisait nullement sourire les « Z'élus » à écharpe tricolore, qui l'accompagnaient.

L'approche de la base nous a bien entendu été interdite par la troupe de CRS de service. Deux hélicoptères n'ont cessé de mitrailler à l'appareil-photo, histoire de donner du travail aux fonctionnaires de l'intérieur.

La mobilisation fut bonne, comparée à d'autres, mais quand on sait que 60% des Français sont contre ce genre d'horreur, c'est au moins 100 000 personnes qui auraient dû être présentes le 15 octobre.

Le médicament à réveiller les consciences n'étant pas encore sur le marché, tout compagnon ayant des informations sur ce sujet est prié de se faire connaître d'urgence.

UNION RÉGIONALE BRETAGNE
de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

ARLES : les anciens de l'ORA se souviennent

Georges Bourdet, dit *Boby*, nous a quittés.

Sa trajectoire politique l'a conduit de l'extrême gauche socialiste à l'anarchisme (1), en passant par la Résistance et les camps.

Mais au-delà, ceux qui l'ont connu jusqu'à la fin de sa vie garderont le souvenir d'un homme chaleureux et solidaire. Inutile d'en dire plus, il n'aurait pas aimé...

Nos pensées vont aussi à Mireille, sa compagne, qui a toujours partagé ses luttes et ses espoirs.

Alors, salut *Boby* !

J. et C.

(1) Il fut notamment membre de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), dans les années 70, et de la Libre Pensée autonome des Bouches-du-Rhône.

A LA PETITE SEMAINE

Insulte à magistrats

La grande gueule de naguère était devenue murmure imperceptible. Le m'as-tu-vu ne sortait plus que revêtu d'un pardessus couleur de muraille. L'avis autorisé sur tout et sur tous, monopolisant hier encore journaux, radios et télévisions, n'avait plus rien à révéler de sa foisonnante et alerte pensée. Bref, on disait Bernard Tapie assagi, presque inexistant.

Toujours sous le charme, les médias n'ont bien sûr pas saisi que ce brusque abandon de l'épate vulgaire allait permettre au personnage, aussi à l'aise en faux-cul repenti qu'en vendeur de salades social-radicales, de faire désormais dans l'impertinence subversive haut de gamme.

Comment comprendre autrement, en effet, cette hallucinante demande adressée aux magistrats d'être jugé « comme un citoyen comme les autres » ? Comme si ça n'allait pas de soi... A-t-on jamais vu dans ce pays des gens de robe établir des différences entre prévenus selon leurs opinions ou leurs origines, et prononcer des verdicts selon leurs fonctions ?

Il est étonnant que personne n'ait souligné ce que cette supplication a d'injurieux pour ces juges français que le monde entier nous envie...

FLOREAL

En ces
gie sé
mond
veilla
beurre
mine.
Pourta
demeu
Alors,
dance

CHAQU
à 10
ou insou
12 et 15
plupart d
militants,
une consc
développé
jeunes pro
cette situat
présenter
désertant
quelques j
ou n'ayant
ments néce
conscience

D'autres
d'une dém
encore p
démarche
pée depuis
ment après
fait l'effe
lyseur. Ces
du temps
tants antim
statut d'obj
revendicatif
tariste est
et qui app
jeunes com
moindre ma
le, souhai
antimilitarist
risation de la
soit par l'ins
refus d'effec
la reconnai
temps de se
qui les amè
dix mois de
ment dans le

« On arrête
Depuis qu
breux procé
ciant d'un s
gnent de la
de la répres
Rappelons
des itinéraires
tains object
nent la relax
raison d'un j
droit europ
des temps d
le droit fra
l'armée, veill
taires se r
devant les t
parquet ou le

LE MONDE

ANTIMILITARISME

Objection, insoumission, désertion : bilan d'un an de lutte

En ces temps troublés où l'idéologie sécuritaire nous prépare un monde d'ordre et de vidéo-surveillance, les militaristes font leur beurre et les antimilitaristes grise mine.

Pourtant, le combat antimilitariste demeure tragiquement d'actualité. Alors, à nous d'inverser la tendance, en soutenant les réfrac-

taires, en dénonçant le lobby militaro-industriel, en agissant ici et maintenant contre la militarisation de la société !

Le Monde libertaire, contribuant à l'effort collectif, va produire, chaque semaine, au long de ce mois de novembre, des articles antimilitaristes. Voici le premier de notre série de quatre.

CHACUNE ANNÉE, en France, de 500 à 1 000 réfractaires, déserteurs ou insoumis sont condamnés (entre 12 et 15 mois de prison fermes). La plupart d'entre eux ne sont pas des militants, n'ont pas de motivations ni une conscience politique fortement développées, mais sont souvent de jeunes prolétaires se retrouvant dans cette situation suite à leur refus de se présenter lors de l'incorporation, désertant l'armée au bout de quelques jours, effrayés par sa réalité ou n'ayant pu obtenir les renseignements nécessaires sur l'objection de conscience.

D'autres réfractaires sont issus d'une démarche militante. S'ils sont encore peu nombreux, cette démarche s'est nettement développée depuis quelques années, notamment après la guerre du Golfe, qui a fait l'effet, en grande partie, d'un catalyseur. Ces réfractaires sont la plupart du temps des objecteurs, des militants antimilitaristes, qui face à un statut d'objecteur de moins en moins revendicatif, dont le contenu antimilitariste est de plus en plus édulcoré, et qui apparaît pour beaucoup de jeunes comme un service national de moindre mal ou une prestation sociale, souhaitent réaffirmer leur opinion antimilitariste et leur refus de la militarisation de la société. Leur lutte passe soit par l'insoumission, c'est-à-dire le refus d'effectuer tout service, soit par la reconnaissance de l'égalité des temps de services civil et militaire, ce qui les amène à désertir au bout de dix mois de service civil, essentiellement dans le cadre de la coordination « On arrête tout ! ».

Depuis quelque temps, de nombreux procès de réfractaires, bénéficiant d'un soutien, ont lieu et témoignent de la diversité des cas, comme de la répression.

Rappelons plusieurs cas, reflétant des itinéraires divers. D'un côté, certains objecteurs-déserteurs obtiennent la relaxe, lors de leur procès, en raison d'un jugement se basant sur le droit européen (qui accorde l'égalité des temps de services) plutôt que sur le droit français. Mais l'Etat et l'armée, veillant au grain, les réfractaires se retrouvent rapidement devant les tribunaux, après que le parquet ou le procureur eut fait appel,

pour subir, cette fois-ci, des peines beaucoup plus lourdes. Ce fut le cas de Jean Dussin, en septembre 1994, ou encore de J.-P. Vargas, à Lyon, qui fut condamné en appel à 10 mois fermes, en avril 1995. D'autres réfractaires se trouvent confrontés à une justice implacable dès leur premier passage au tribunal. Ce fut le cas de Pierre Serres, qui, après 10 ans de procès pour délit d'opinion, a vu sa peine de 6 mois de prison constamment confirmée par les différents tribunaux. Ce fut le cas aussi d'Alain Cazaux, condamné à 12 mois, et emprisonné près de Montpellier, ou encore d'Eric Lombrail, tout d'abord condamné à 8 mois fermes, puis enfin 6.

Dans tous ces cas, des comités de soutien se sont mis en place localement, pour mener diverses actions, telles que la signature de pétitions, la tenue de tables de presse, l'organisation de repas et/ou de concerts de soutien, ainsi que des appels à rassemblement devant le tribunal les jours de procès. Malgré le gros travail de propagande réalisé dans certaines villes, la médiatisation et la mobilisation autour de ces affaires sont restées bien souvent modestes (de 50 à 300 personnes suivant les endroits) et souvent limitées au groupe de copains des réfractaires et au milieu pacifiste, antimilitariste, anarchiste et quelquefois écolo. Seule la situation au Pays Basque, où, si l'on regarde des deux côtés des Pyrénées, l'insoumission touche là-bas des milliers de jeunes, fait exception. Par exemple, lors du soutien à Kittu Las-caray (condamné à 12 mois fermes, en janvier 1995, et emprisonné), 3 500 personnes ont manifesté, le 15 avril 1995, au pays Basque-nord, obtenant ainsi sa libération et son exemption du service. Il existe un véritable soutien populaire aux réfractaires en Euskadi, lié d'une part à la vigueur de la propagande des organisations et à celle du sentiment antimilitariste dans la jeunesse et d'autre part à la question nationale, qui voit de nombreux jeunes refuser l'armée, car c'est pour eux une armée d'occupation, d'oppression, celle de l'impérialisme français ou espagnol. L'une des principales organisations s'occupant du soutien politique et financier

aux réfractaires du Pays Basque-nord est le collectif MAIA (1), collectif luttant contre toutes les armées et pour un Pays Basque démilitarisé.

Si dans toutes les situations, hormis l'Euskadi, ce sont des actes individuels qui dominent et sont à l'origine des désertions ou insoumissions, il existe des structures qui tentent d'organiser et coordonner le soutien et la lutte au niveau national (2). Par exemple, l'association « Avis de recherche » a lancé, cette année, une campagne pour l'amnistie des réfractaires, sur le thème : « 700 en prison pour délit d'opinion », faisant ainsi le lien avec Amnesty International, qui considère les réfractaires comme des prisonniers politiques. La campagne lancée début mai 1995, soutenue par de nombreuses organisations, dont la Fédération anarchiste, a permis de diffuser de nombreux tracts et affiches sur le territoire et de récupérer 20 000 signatures d'une pétition, au bout de 6 semaines. Une amnistie présidentielle a bien eu lieu, mais ce ne fut qu'un soulagement partiel puisque celle-ci remet en quelque sorte les pendules à zéro, mais ne dégage pas les réfractaires de leurs obligations militaires, alors que l'amnistie était espérée et exigée sans condition. Les réfractaires se trouvent « pardonnés » de leur insoumission ou désertion mais, sauf situation individuelle particulière (être âgé de plus de 29 ans, avoir des enfants, avoir des problèmes de santé...), risquent bien de voir l'armée leur renvoyer une nouvelle feuille de route ou, pour ceux qui ont perdu leur statut d'objecteur, se voir présenter l'unique. La situation est identique pour les réfractaires libérés de prison au mois d'août, suite à la grâce du 14 Juillet. Ceux qui se sont opposés à l'armée se retrouvent donc aujourd'hui dans un véritable engrenage répressif.

Afin d'éviter que des individus se retrouvent seuls face à la répression étatique, entravés dans des procédures judiciaires durant des années, pouvant finir par la prison et le broyage de la personne, il serait bon de mettre en place une dynamique antimilitariste développant un mouvement collectif, s'opposant à l'armée et à l'Etat. L'objectif est de faire que

l'armée soit contestée par un mouvement de masse et non plus par des individus isolés.

Le développement d'un mouvement antimilitariste de masse passe peut-être par la défense du droit à l'objection de conscience, son élargissement au plus grand nombre et surtout sa réaffirmation comme un choix politique antimilitariste. Dans le cas d'un mouvement de masse, l'exemple de l'Espagne est particulièrement frappant avec, pour 1994, près de 100 000 demandes du statut d'objecteur, soit pratiquement un appelé sur deux. De quoi inquiéter la Défense nationale, les classes dirigeantes voyant les jeunes échapper à la soumission et à la normalisation des casernes, et donner des cauchemars à tous les généraux. Le cas de l'Espagne s'explique, une fois de plus, par, en partie, le poids de la propagande antimilitariste (la tradition libertaire est encore tenace) et les questions nationales catalane et basque.

En France, en attendant cette situation, il va tout d'abord falloir défendre le statut d'objecteur face aux mauvais coups du gouvernement. Déjà mis à mal par le développement d'autres formes de service civil, l'objection de conscience se trouve aujourd'hui directement attaquée dans ses modalités d'application, rendant bien sûr le service plus contraignant. Sous couvert de décentralisation, le gouvernement déplace la gestion des objecteurs de la Direction régionale des Affaires sanitaires et sociales (DRASS), via le ministère des Affaires sociales, vers différentes directions départementales. Ceci lui permet d'une part d'alléger le budget de l'Etat aux dépens des collectivités locales, et d'autre part de faire contrôler les demandes de postes d'objecteurs et la réalité du service au plus près, diminuant ainsi la liberté de gestion des associations ayant recours aux objecteurs. Par ailleurs, prenant appui sur ces transformations, tous les agréments d'associations vont être réétudiés au niveau régional, et toute rétrocession d'objecteur par des associations affiliées à des structures agréées seront interdites. En imposant la gestion en direct des objecteurs par des asso-

ciations uniquement agréées, donc reconnues d'utilité publique, l'Etat va pouvoir faire le tri dans les associations recevant des objecteurs, en supprimant ce droit pour les associations militantes qui, au vu de leur nature et de leur rapport souvent très souple face à ce type de service, n'obtiendront jamais l'agrément régional. L'Etat va donc énormément restreindre la palette de choix des objecteurs, dans leur demande d'affectation. Il se verra donc de plus en plus affectés dans des structures administratives ou des associations peu complaisantes envers leur choix idéologique.

Cette année, le terrain de l'antimilitarisme risque de se trouver encore fortement agité, entre la poursuite du soutien aux réfractaires quels qu'ils soient et la défense de l'objection de conscience, sans oublier non plus la reprise des essais nucléaires.

Comme à tous les moments de leur histoire, les anarchistes devront être au cœur de ces luttes, afin de rappeler qu'ils sont parmi les seuls à aller au bout de leur conviction antimilitariste, en luttant pour la destruction de l'Etat dont les armées ne sont qu'un instrument de conquête, de contrôle, de répression, de normalisation et de soumission. C'est seulement en globalisant l'antimilitarisme en lutte antistatistique et anticapitaliste que nous pourrons un jour nous débarrasser de cette bête immonde (que pourtant beaucoup de prétendus révolutionnaires sont prêts à conserver, mais sous leur pouvoir) et voir fleurir un autre futur.

En attendant, on vous donne rendez-vous le 11 novembre, à Lyon, pour faire résonner le cri de l'antimilitarisme porté par le souffle libertaire, en ce jour de commémoration de la grande boucherie de 14-18.

DAVID (gr. Durruti - Lyon)

(1) MAIA, Batsoki Hib-ordu, rue Bildos, 64240 Hasparren.

(2) Avis de recherche, BP 53, 75861 Paris cedex 18 ; Objection à tout moment, La Borie noble, 34650 Rocqueredonde ; Collectif des objecteurs tarnais, BP 229, 81006 Albi cedex ; Réseaux d'informations aux réfractaires, 33, rue Coutellerie, 13002 Marseille ; Mouvement des objecteurs de conscience (MOC), 31, rue de Reuilly, 75012 Paris (Informations sur 3615 MOC).

LYON - SAMEDI 11 NOVEMBRE JOURNÉE ANTIMILITARISTE

- 14 h 30 - 17 h : rassemblement-forum, place de la République (entre Bellecour et Les Cordeliers).
- 17 h 30 : débat : « La militarisation de la société », à la librairie *La Plume Noire* (19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon).
- 20 h : repas de soutien (s'inscrire à l'avance). Premier prix : 20 F.
- 21 h : soirée exceptionnelle au *Café libertaire* (même adresse).

ITALIE : PADOUE, 7 - 10 SEPTEMBRE

Propos d'acteurs de la Foire de l'autogestion

Lors de la seconde Foire de l'autogestion, du 7 au 10 septembre 1995, à Padoue, nous avons rencontré et interviewé divers participants, que nous avons choisi tant en fonction de leurs activités que de leurs réflexions, afin d'offrir aux lecteurs du *Monde libertaire* une photo la plus fidèle possible des réalités (exclusivement italiennes ici) de l'autogestion militante.

Les Relations internationales de la FA

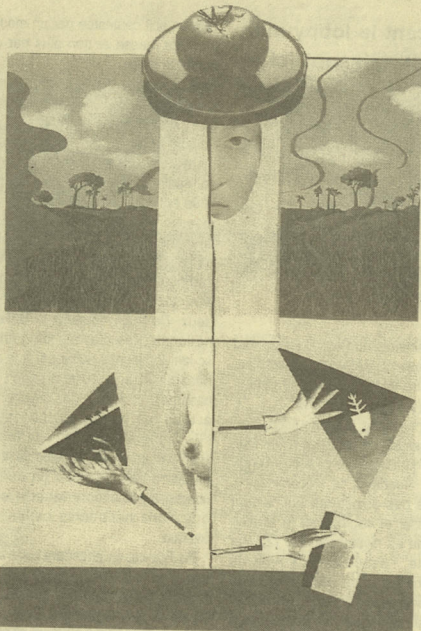
Priscilla et Claudio, représentants d'une collectivité agraire installée près de Vintimille.

Qui êtes-vous ?

Nous ne sommes pas un collectif. Nous n'avons pas beaucoup de temps pour chercher un nom. Nous ne sommes pas un groupe strictement anarchiste. Il y a aussi des marxistes. Toutes les réalités sont différentes. Si nous travaillons avec des autonomes, c'est que nous nous respectons. Il y a 200 000 habitants dans toute la province, c'est peu. Nous sommes donc obligés de nous rencontrer, de travailler ensemble. Mais si notre travail commun est récent, cela fait longtemps que nous discutons.

Quelles sont vos activités, et en quoi vous distinguent-elles dans la société ?

Les années précédentes, nous avons pris conscience de la nocivité de l'échange marchand,



La servieuse automate - Edith CHARLTON

à travers le militantisme dans l'écologie sociale. Ainsi, nous avons pensé que la solution était dans des choses vitales comme la production de nos propres produits. Nous en sommes donc venus à l'échange non marchand et au don. Le don nous a posé un problème car il est aussi chrétien ; mais pourquoi les copains de la ville qui ne peuvent produire devraient-ils se contenter de produits de merde ? Donc, l'excédent est prévu, nous faisons une planification. En fait, les prix tels que nous les connaissons ne signifient rien ; il n'y a pas de notion d'utilité. Chez

nous, cela fait longtemps que nous faisons cet effort. Mais, actuellement, notre activité ne nous permet pas de vivre. La majorité d'entre nous travaille à temps partiel.

Mais sans cette initiative du mouvement anarchiste parvenez-vous à vous rencontrer, à jeter les bases d'une fédération économique ?

Non, ici c'est une occasion pour se voir, jeter un pavé dans la mare. Nous nous voyons beaucoup... des fois trop. Nous discutons, nous aimons beaucoup la convivialité. Il y a un embryon de ce type de fédération économique. Il y a des difficultés, mais il ne nous semble pas qu'il faille être si pessimiste.

Salvo Vaccaro, enseignant à l'université de Palerme, membre de la Fédération anarchiste italienne, auteur d'ouvrages et d'articles sur les expériences autogestionnaires.

Dans ton intervention à la tribune, tu as beaucoup insisté sur les dangers que courent et que font courir les structures alternatives ?

Pour commencer, toutes les initiatives prennent des risques. Toutes sont récupérables. Il existe des stratégies de récupération. La plus brutale est la répression, manu militari ou

légalement. C'est un des risques. L'autre risque est l'isolement par rapport au territoire. Les gens mal intentionnés (les partis, le gouvernement) disent que tu n'es pas capable de faire fonctionner, par exemple, une crèche. Résultat : les gens ne t'envoient plus leurs gosses. Une autre stratégie est de susciter l'indifférence : tu as l'autorisation mais les gens ne te perçoivent pas comme une alternative, tu es pour eux un commerce comme un autre. Encore un autre mode, qui consiste en l'illusion de faire partie de quelque chose de grand et d'efficace et tant pis pour le projet initial. Presque toute l'histoire du coopérativisme se résume à ça, en partie parce que l'Etat l'a récupéré, via la législation et les partis, en créant des structures parallèles. Donc tout en sachant que les risques existent (et en prenant la peine de les rendre clairs) mais en ne disant pas qu'il ne faut rien faire, il importe d'avoir une expérience, certes satisfaisante pour soi, mais aussi reproductible par ceux qui veulent du fonctionnel sans avoir d'a priori idéologiques forcément favorables. Il est donc important, en ce sens, de valider la méthode autogestionnaire dans la pratique, la différence avec les institutions devant être visible.

Mais concrètement qu'est-ce que cela signifie ?

La dimension autogestionnaire a aussi une implication politique : il faut savoir travailler et résoudre les conflits comme des anarchistes, mais pas seulement avec des anarchistes. Ceci suppose une forme différente d'organisation politique, dans laquelle il convient de redéfinir le groupe spécifique d'affinité qui est jusqu'à aujourd'hui l'organisation spécifique. La façon de voir des anarchistes doit être projetée à la société ; il existe une méthode d'approche de la réalité qui est spécifiquement anarchiste. Ce mode de pensée doit être capable de répondre à ceux qui, dans l'espace géographique, posent des questions. Tous les participants savent gérer mais le problème est la question politique et la solution qu'on y apporte, et les anarchistes doivent apporter leur soutien à ceux qui posent des questions sociales intéressantes. Le militantisme anarchiste classique doit se faire dans une perspective de soutien à ces diverses initiatives, pour que tout cela devienne un réseau où se diffuse l'anarchisme. C'est un peu la vieille « gymnastique » révolutionnaire pour parvenir à

faire changer la société de manière organique. Bien sûr, on peut supposer que l'Etat va se défendre.

Tu as parlé aussi du risque de dérive politique, qui est bien réel ici.

Oui, après la chute de la lère République, le système des partis est tombé, et des espaces se sont ouverts ; des camarades ont été élus au conseil municipal. C'est un risque nouveau parce que cela rompt la passivité mais implique des opposants sociaux dans la gestion traditionnelle du politique.

Pino de Marcha (Bologne) Association laborati urbani libertari (autonomes et anarchistes), enseignant en économie.

En quoi consiste votre travail ?

Dans les deux dernières années, il y eut la première semaine italienne sur les initiatives autonomes et anarchistes. Le thème propagé était le thème de l'auto-gouvernement des cités et de la coopération sociale. Ce thème a deux aspects, celui de renouveler les connaissances des anarchistes quant aux modes de production économiques qui ne produisent pas d'inutilités et de chômage et qui soient plus créatifs. D'un autre côté, en partant de la ville où c'est de plus en plus la catastrophe, faire que les gens soient plus partie prenante de leur vie. Les rapports que nous avons avec les habitants ne sont pas populistes mais politiques. Il s'agit de faire avec les gens qui veulent sortir de l'ornière de la passivité.

Malgré ton optimisme, tu as insisté toi aussi sur un point : le repli localiste et le risque de voir les expériences alternatives récupérées par les tentations nationalistes.

Oui, ce que j'ai voulu dire, c'est que tout ce qui sort de notre discours sur le communisme libertaire s'est trouvé dans un moment favorable avec la crise des institutions et surtout la crise de l'Etat, qui a libéré un tas d'énergie en provenance des partis politiques. Toutes ces forces ne se sont plus identifiées aux partis. Dans la dernière année, on peut observer dans la crise en Yougoslavie des caractéristiques de la société italienne et je suis plus pessimiste sur la transition ; pessimiste parce que nous n'allons pas vers une dissolution de la culture étatique mais vers la multiplication des innombrables violences d'un univers fasciste. Je ne pense pas qu'il faille se reposer seulement sur les expériences des cités autogérées. Cela nous renvoie nécessairement à un fédéralisme social. Par exemple, Berlin a été un centre d'expérimentation parce que des espaces ont été libérés entre les grandes puissances, sans le fédéralisme mais avec le capitalisme.

GRÈCE

Nous apprenons que Nikos Karanakis, un objet de conscience de 27 ans (qui n'est pas témoin de Jéhovah), a été arrêté le 25 août.

Il est incarcéré à la prison militaire Pavlos Melas de Thessalonique et inculpé d'insubordination en temps de mobilisation générale, la Grèce étant supposée être toujours en état de guerre avec la Turquie depuis le conflit de Chypre en 1974.

Il risque de 2 à 5 ans de prison et passe en procès devant le tribunal militaire de Thessalonique le 5 octobre.

Nous vous demandons d'envoyer des lettres de protestation au gouvernement grec et en particulier aux deux ministres les plus concernés :

— ministre de la Défense, M. Gerassimos Arsenis, Statopedo Papagou - Holargos, Athènes. Fax : 30 (1) 644.38.32. ou 30 (1) 645.29.59 ;

— ministre de la Justice, M. Anastassios Peponis, Messogion 96, 11527 Athènes. Fax : 30 (1) 775.58.35 ou 30 (1) 779.60.55.

ÉCHOS LITTÉRAIRES D'UN PAYS RAVAGÉ PAR LA GUERRE

Noir Mozambique

DEPUIS son indépendance, en 1975, le Mozambique a été pris en tenaille entre son gouvernement issu du FRELIMO (Front de libération du Mozambique) et la guérilla de la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine), à la solde de l'Afrique du Sud. Le FRELIMO, monstrueux hybride d'une pratique du pouvoir stalinienne et d'un discours maoïste, appuyé par toute une intelligentsia « progressiste » internationale, s'engagea dans une politique de « villagisation » qui, en déplaçant les populations rurales, détruisit les structures sociales et économiques paysannes en vertu des dogmes de quelques marxistes... Tragique décalage entre le rêve révolutionnaire-jacobin du pouvoir et la réalité vécue par les « masses populaires » soumises à la bureaucratie et à l'arbitraire des objectifs et des plans. Cette société bouleversée était un terreau idéal pour la RENAMO, le pays anéanti par les combats en arriva à composer avec le pays de l'apartheid, par l'accord de N'komati, en 1984. Avec l'évolution des rapports de force internationaux et l'effondrement économique du pays, la caste au pouvoir a viré sa cuti marxiste-léniniste, changé quelques hommes, et s'est reconvertie aux thèses du FMI, appliquant la

vieille recette : « Tout changer pour que rien ne change ». Cependant, en dépit des accords, Prétoria continuait à soutenir la RENAMO jusqu'au début des années 90. Une paix négociée sous l'égide de l'ONU aboutit à des élections en 1994 et au départ de la mission de l'ONU en janvier 1995. Les irréductibles ennemis d'hier, FRELIMO et RENAMO, se partagent à présent le pouvoir issu des urnes, avec le bonheur du peuple pour seule ambition...

La jeune littérature mozambicaine se reconnaît des origines au Portugal, au Brésil avec Amado, en Angola avec Luandino Vieira ou Pepetela (cf. ML n° 944 et 988). Interrogé sur l'influence du réalisme magique des latino-américains, Mia Couto, écrivain mozambicain, souligne la relation différente avec la mort dans les deux continents. Alors qu'en Amérique latine la mort est « une coupure, un état définitif [...], pour nous, les morts ne sont pas séparés, il faut les soigner... »

Deux livres récemment traduits en français illustrent cette relation. Si le recueil de nouvelles de Suleiman Cassamo s'intitule *Le Retour du mort* (éditions Chandeigne, 1995), Mia Couto a cité en exergue de son roman, *Terre somnambule* (éditions Albin Michel, 1994), le fameux aphorisme de Platon : « Il y a trois sortes d'hommes : les vivants, les morts et ceux qui vont par les mers. »

Fuyant la guerre et la malédiction de son père, Kindzu quitte son village de pêcheurs en pirogue, entreprenant par la mer un voyage initiatique et onirique dans un univers entre la vie et la mort. Le fantastique des contes africains est très présent dans ce récit ; il faut laisser de côté son cartésianisme et se laisser conduire parmi les esprits, les monstres et les revenants... Une route déserte dans la brousse, ruban d'asphalte brûlant, l'épave calcinée d'un taxi-brousse contenant encore les restes carbonisés des passagers. Deux réfugiés, le vieux Tuahir et le jeune amnésique M., s'abritent dans cette épave et découvrent dans une valise les cahiers de Kindzu. Par le procédé classique du manuscrit trouvé, récite dans le récit, on lira en alternance les aventures de M. et celles de Kindzu, dont les destins convergent...

Au-delà de l'imaginaire, de l'inventivité du langage — un portugais enrichi d'africanismes —, on découvre la satire et la dénonciation des plaies qui accablent le Mozambique. Guerres sans fin, pouvoir sans contrôle des administrateurs et de leurs milices, détournements de l'aide internationale, racisme... On est loin du réalisme socialiste. Le décalage entre l'épuisant verbiage marxiste-léniniste et la pensée magique africaine est souligné avec humour, par exemple lorsqu'un cadre du Parti se trouve face au spectre d'un colon portugais : « Il évalua la situation en s'aidant, selon les sages enseignements du matérialisme, des analyses les plus dialectiques. Pouvaît-il affronter un fantôme ? »

Cette critique trouve sa limite dans le fait que Mia Couto fait lui-même partie de la petite classe urbaine et instruite sur laquelle s'appuie le pouvoir. « Il faut appuyer le gouvernement. Même si on a des critiques très fortes, on ne peut pas être dans l'opposition... Je suis biologiste et j'essaie de faire de l'écologie une lutte politique mais je ne crois plus aux grandes causes. » (1992)

Comme tout pays de l'océan Indien, le Mozambique a connu de nombreuses influences : euro-

péennes, indiennes... et si Mia Couto est un Blanc d'origine portugaise, Suleiman Cassamo est un métis arabo-africain, leur position entre plusieurs cultures les amène à créer une langue originale. Les débats sur la légitimité du portugais et la naissance d'une identité mozambicaine ne sont pas terminés.

Cassamo, né en 1962, décrit, dans ses nouvelles très courtes, le quotidien des femmes de son pays. « C'est ça la vie ? Toujours-toujours des insultes, travailler toute la sainte journée comme un âne sous le bât, bourrée de coups en plus... Ce goudron qui brûle sous les pieds nus... Les jeunes hommes s'en vont en train vers les mines d'Afrique du Sud, et leur départ est pour les femmes aussi définitif que la mort... »

L'écriture, comme chez Mia Couto, est très originale et l'édition bilingue permettra à ceux qui maîtrisent le portugais d'en profiter pleinement. Il sera très profitable de se reporter à la revue *Politique africaine* n° 29 des éditions Karthala, ainsi qu'à *Notre librairie* n° 113, de 1993, consacrées au Mozambique et à sa littérature, en attendant de nouvelles traductions, de nouveaux auteurs, encore un effort messieurs les éditeurs !

ANTOINE BARRAL

ROCK

« Hiroshima » par Ludwig von 88

Les Ludwig ont-ils payé Chirac ? Telle est la question que l'on peut légitimement se poser. En effet, ce disque fut enregistré en pleine campagne électorale, pour commémorer à la façon des Ludwig le 50e anniversaire d'Hiroshima. Et juste après son élection, voilà que Chirac nous annonce la reprise des essais nucléaires à Moruroa. Vous n'allez pas me dire qu'il n'y a pas un lien de cause à effet ? C'était la meilleure façon de remettre la bombe atomique d'actualité et donc de permettre aux Ludwig de vendre des milliers et des milliers d'albums.

Cinquante ans d'inconscience

Le disque se présente comme un concept-album, traitant en six titres du massacre d'Hiroshima. Les Ludwig nous ont déjà habitué à ce genre d'album tournant autour d'un seul et même thème (*Jeux Olympiques*, reprise de *Tubes...*), cette fois le propos est plus sérieux.

Chaque titre reprend une partie de l'histoire de *Little Boy* (nom de la bombe) : la conception de la bombe, le bombardier *Enola Gay*, la ville d'Hiroshima, l'explosion de la bombe et la « vie » de ceux qui survécurent.

Un survol complet de ce bombardement qui fit 140 000 victimes, dans un premier temps, et plus du double avec les retombées.

En plus des six titres, l'album est accompagné d'un livret de 32 pages, bourrées à craquer d'informations et de témoignages sur ce funeste 6 août 1945.

Musicalement, on reconnaît le style des Ludwig dès les premières notes : guitare acérée, boîte à rythme...

Les textes quant à eux sont assez durs, froids et poétiques.

On a toujours voulu ne voir dans les Ludwig qu'un groupe de clowns qui envoient des confettis lors de leurs concerts. Pourtant, pour qui a pu rencontrer Karim et ses compères, on sait qu'il ne faut pas s'arrêter aux nez rouges. Leurs textes ont très souvent des connotations politiques (*guerre du Golfe...*) sans que ce soient des tracts ; ils ont su participer à des concerts de soutien, des compilations à thèmes politisés ou même s'investir dernièrement pour une école différente.

Derniers rescapés de la vague du rock dit « alternatif », ils continuent à en faire vivre les valeurs, et c'est tant mieux.

Ce disque, on ne peut plus d'actualité, vous est donc fortement recommandé.

JEAN-PIERRE LEVARAY

N.B. : *Hiroshima*, Ludwig von 88, AdonP/IAS. Pour des raisons indépendantes de notre volonté, le disque est en vente chez les disquaires ordinaires et non à Publico.

POÉSIE

« Cant a tres votz »

Les associations *L'Espaventau* (du Var) et *Auba Novella* (des Alpes-Maritimes), autour d'une même passion pour la terre, la culture et la langue d'Oc, s'unissent pour la publication de ce « chant à trois voix » que constitue le recueil de poèmes en français de Christine Laurant, adaptés en provençal par Jean-Claude Babois et illustrés par Michel Julliard... deux compères que le milieu culturel libertaire occitan connaît bien, tant ils ont œuvré, loin des sirènes nationalistes, pour une littérature du terroir aux accents libertaires, dans le cadre de *L'Espaventau* et de la revue *Esquisse*.

Cant a tres votz
40 F (port compris)
L'ESPAVENTAU
c/o Claude Turle,
quartier de la Gare,
83320 Carqueiranne.

« Mots et musiques » et Radio Libertaire présentent

SERGE UTGÉ-ROYO

accompagné par Jacques-Ivan DUCHESNE

(artiste invité : Bruno DARAQUY)

dimanche 19 novembre - 18 h 30

lundi 20 novembre - 20 h 30

au théâtre Clavel

3, rue Clavel (M° Pyrénées) 75019 PARIS.

Prix : 80 et 100 F.

Réservations : 43.84.70.04.

SOUSCRIPTION

« La Patagonie rebelle »

d'Osvaldo Bayer

traduit par Simone Guittard et Frank Mintz

Nous vivons une époque où les massacres les plus évidents sont niés et où les conséquences de faits presque oubliés rejallissent dans le présent avec parfois une grande brutalité. La connaissance la plus juste de l'Histoire est donc toujours aussi nécessaire.

Bien des aspects de la politique argentine récente — et même latino-américaine — s'éclaircissent à la lecture de *La Patagonie rebelle*. Il s'agit de la description minutieuse d'événements que l'Histoire officielle n'évoque guère parce que presque rien n'a changé : les mêmes structures foncières demeurent. Immuable et évidente reste la complexité silencieuse de la classe politique, unissant la droite, le centre-gauche et l'armée.

Au départ, il s'agit de grèves pour limiter l'exploitation éhontée des ouvriers des grandes propriétés agricoles de Patagonie, et des réactions des classes dirigeantes face aux revendications. L'organisation anarcho-syndicaliste patagone, particulière dans le contexte syndical argentin, devient simultanément le fer de lance des travailleurs et le bouc émissaire de la répression. Plus d'un millier de responsables et de militants syndicaux sont fusillés alors que la peine de mort vient juste d'être abolie.

Par solidarité, la vengeance des anarchistes aboutit à l'assassinat du principal responsable militaire. Puis le vengeur est exécuté à son tour. Et de même son exécuteur.

Le journaliste et historien Osvaldo Bayer a retracé cette épopée qui a bouleversé l'Argentine en 1921 et 1922, puis il a résumé son travail en un ouvrage que nous avons traduit et que nous présentons maintenant. C'est un texte scrupuleux dans sa reconstitution historique et sa recherche de la vérité humaine de certains protagonistes.

ACRATIE - ATELIER de CRÉATION LIBERTAIRE

N.B. : *La Patagonie rebelle* (environ 300 pages) est à commander à l'une des deux adresses suivantes : Acratie c/o Jean-Pierre Duteuil, L'Essart, 86310 La Bussière ; Atelier de création libertaire, BP 1186, 69002 Lyon cedex 01. Souscription : 100 F (jusqu'au 1^{er} janvier 1996). Prix après publication : 120 F.

RECTIFICATIF — La suite des « Lectures mexicaines », annoncée dans le ML n° 1014 comme paraissant dans ce numéro, sera publiée ultérieurement.

Le procès de la solidarité

Gonzalez Agent Liquidateur

COMMENÇONS par une sordide devinette : quel est le groupe terroriste le plus meurtrier des vingt dernières années en France ? Il est certain que les regards se porteraient alors sur les « islamistes » du Liban ou d'Iran, sur Action directe... mais peu se souviendraient, hormis au Pays Basque-nord, des Groupes antiterroristes de libération (GAL). Pourtant, ce sont ces escadrons de la mort qui ont liquidé 29 personnes et blessé 25 autres entre 1983 et 1987.

Des bandes armées au service de l'Etat

Durant la dictature, ce sont les forces de police qui se chargent de l'élimination physique des opposants. Dans le sillage de la révolution défunte, plus de 100 000 personnes trouvent la mort en Euskadi-sud, en Catalogne, en Aragon... ; la torture et les mauvais traitements sont la règle pour tous ceux et toutes celles qui crouissent dans les geôles franquistes.

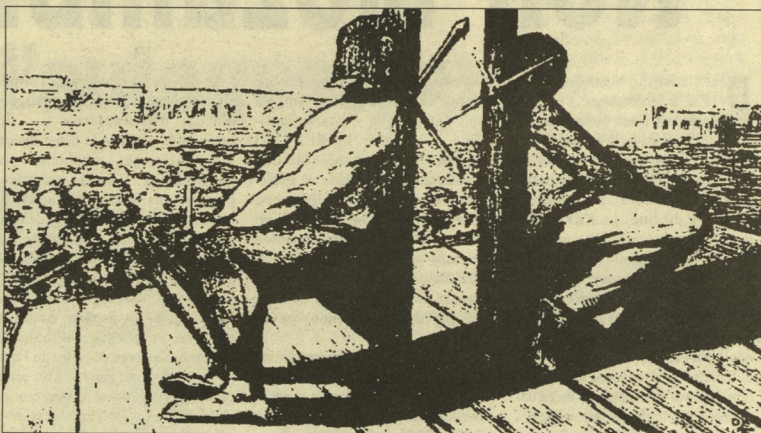
L'ETA (Euskadi Ta Askatasuna) se forme à la fin des années 50, en réponse à la passivité du Parti nationaliste basque (PNV), qui représente depuis la fin du siècle dernier les intérêts de la bourgeoisie basque. L'ETA se définit comme laïc, marxiste et antiraciste. Sa première action d'envergure sera la tentative de déraillement d'un train amenant des franquistes en Gipuzkoa pour célébrer le soulèvement de Franco. Il participe donc à la lutte antifranquiste, au même titre que d'autres groupes armés (Mouvement ibérique de libération, etc.).

A partir de 1973, devant la multiplication des actes de contestation sociale (grèves, lutte armée...) et l'imminence d'une démocratisation du régime (Franco meurt en 1975), l'Etat met en place ce que l'on appelle la « guerre sale ». Les attentats à la bombe se multiplient (une centaine en 1975-1976) contre des bars nationalistes ou d'autres commerces, mais également contre des Basques réfugiés en France. L'explosion de la voiture de Josu Urrutikoetxea (juin 1975) permet de découvrir, suite à l'arrestation du commando, qui est derrière ces actes : un groupe para-policiers composé de militants d'extrême droite (ex-OAS, néo-fascistes italiens...) aux ordres de la Garde civile et de l'armée espagnole.

Depuis 1975, de nombreux sigles sont venus orner les communiqués de revendications d'attentats : Antiterrorismo ETA, Guerrilleros du Christ-Roi, Action nationale espagnole... Après l'adoption de la nouvelle Constitution en décembre 1978 (rejetée par référendum en Euskadi), apparaissent les tristement célèbres Bataillons basques espagnols (BVE), connus autant pour leurs attentats à la bombe, leurs enlèvements que pour les dizaines de viols de jeunes filles basques.

L'apparition du GAL

Entre 1981 et 1983, aucun groupe para-policiers ne fait ouvertement parler de lui. Il faut dire que la « jeune démocratie espagnole » est



devenue socialiste en novembre 1982, qu'elle a besoin de la reconnaissance internationale, alors qu'on l'accuse encore, sept ans après la mort du Caudillo, de ne pas avoir vraiment « épuré » les secteurs les plus mouillés dans le franquisme (armée, police, justice). A Paris, si les socialistes au pouvoir condamnent les activités d'ETA, ils rechignent à expulser ou extraditer les *etarras*.

C'est sur ce constat (la France ne fait pas le maximum pour couper les bases arrières d'ETA), que l'Etat espagnol va organiser l'activité des Groupes antiterroristes de libération (GAL). Objectif : « terroriser les terroristes » (refrain connu) et faire pression sur l'Etat français.

Entre octobre 1983 (assassinats de Lasa et Zabala) et juillet 1987 (l'avant-dernier attentat datait de février 1986, juste avant les élections législatives françaises !), les GAL, formés de barbouzes d'extrême droite et des truands, sèment la violence des deux côtés des

Pyrénées : assassinats, mitraillages de bars, attentats à la bombe, enlèvements. L'objectif est parfaitement réalisé : courant 1987, sous Chirac/Pasqua donc, le gouvernement multiplie les expulsions de réfugiés basques vers Madrid, ce qui provoque en conséquence le fait que nombreux sont ces réfugiés à choisir la clandestinité afin d'y échapper.

Gonzalez, chef de bande ?

Les arrestations de membres du GAL avaient déjà pointé du doigt l'implication totale des plus hautes sphères de l'Etat espagnol dans la « sale guerre », mais également le soutien que leur structure aurait obtenu de la part de la police française. Pour preuve, lors de son procès à Pau en décembre 1987, Talbi, ancien légionnaire et barbouze, se présenta avec un écriteau sur lequel était écrit : « La police (de Biarritz, commissaire Gali) connaissait tous les projets d'attentats des terroristes policiers français et espagnols du GAL, dès le 3 décembre 1983 ».

Mais ce sont les révélations, début 1995, de deux policiers espagnols (Amedo et Dominguez), condamnés en 1991 à 10 ans de prison, mais remis en liberté en juillet 1994, qui ont permis au juge Garzon de poursuivre et d'inculper Gonzalez et Barrionuevo (ministre de l'Intérieur à l'époque) comme « promoteurs et responsables de bandes armées ». Rien que ça ! Inutile de dire que le gouvernement espagnol est en guerre ouverte avec le juge Garzon, car Felipe Gonzalez sait que ses

jours sont comptés et que son gouvernement ne passera pas l'hiver.

L'enquête se poursuivant, d'autres révélations viendront sans doute étayer la thèse de l'instrumentalisation par l'Etat espagnol des GAL et apporter les preuves de l'implication de la police française dans cette affaire. A nous donc de faire ressortir lors du procès prochain que ces Basques incriminés étaient bel et bien en danger de mort s'ils ne gagnaient pas la clandestinité et que, conséquemment, la Convention de Genève traitant de l'asile politique pouvait leur être appliquée !

GRUPE MILLY-WITKOP (Nantes)

Sources : *Enbata* (hebdomadaire politique basque), *le Monde*, *Libération*, *Euskadi Information* et deux dossiers réalisés par une association de défense des familles des victimes du GAL (*Etat espagnol et activités parapolicieres/Sale guerre contre le Pays Basque*).

N.B. : le CSNIDA diffuse un dossier de presse sur le procès. Pour le recevoir, envoyez 15 F, en timbres, à l'adresse suivante : « Le Local » (CSNIDA), 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes. Tél. : 40.48.49.56. Le comité tient également une permanence chaque mardi soir, dans le même lieu.

(Prochain article : « Le premier terroriste, c'est l'Etat »)

• **Le vendredi 3 novembre, à 20 h 30, l'OCL organise une rencontre avec le CSNIDA, au bar associatif de Montreuil, 33-35, rue François-Arago (métro Robespierre). Un repas est prévu auparavant, à 19 h 30. Prix : 30 F.**

Associations

PARIS : VIDÉO ET DÉBAT DE « LA BONNE DESCENTE »
Vendredi 3 novembre, à 20 h : projection d'un film de Jean-François Gallotte, *Igor* (1 h 30), suivi d'un débat sur le thème suivant : « Le SIDA dans le monde : les gestes de la solidarité ».
« La Bonne descente », 64, rue Rébeval (M^o Belleville), 75019 Paris. Tél. : 40.18.01.69.

PARIS : A LA FAVEUR DE LA SORTIE DE LAND AND FREEDOM
Le vendredi 3 novembre, à partir de 19 h, la CNT-AIT organise au 33, rue des Vigoles (M^o Avron ou Buzenval), 75020 Paris, une soirée de débats à propos de l'Espagne libertaire de 1936-1939, avec Carlos Semprun-Maura, auteur de *Révolution et contre-révolution en Catalogne* ; Abel Paz, auteur de *Durruti, un anarchiste espagnol* et membre-fondateur, en 1936 à Barcelone, du groupe anarchiste *El Quichote* ; des membres de la CNT

et les scénaristes du film-documentaire *Un autre futur* (témoignage à partir d'archives de la CNT et d'entretiens avec des militants révolutionnaires).

FONTENAY-SOUS-BOIS : GALA DE SOUTIEN AUX SANS-LOGIS
Les associations « Artchange » et « Récréation » organisent un gala de soutien aux sans-logis (chanteurs et musiciens), le samedi 4 novembre, à partir de 19 h, à la **Maison pour tous, 26, rue Gérard-Philipe, 94120 Fontenay-sous-Bois**. Entrée : 40 F (pour les moins de 18 ans : 20 F). Réservation possible à la Maison pour tous, au : 48.75.05.21 (demandez Paul ou Marc).

MANOSQUE : UN AUTRE FUTUR AUX « 8^{es} INSTANTS VIDÉO »
dans le cadre des 8^{es} Instants vidéo (festival de la création vidéo internationale et du cinéma expérimental), qui

se dérouleront du 10 au 18 novembre, le documentaire de Richard Prost sur l'Espagne libertaire de 36-39, *Un Autre futur*, sera diffusé le samedi 11 novembre, à 15 h, à la **MJC, allée de Provence, 04100 Manosque**. Tél. : 92.72.19.70. Fax : 92.72.65.22.

PARIS : VIDÉO DANIEL GUÉRIN
Un film vidéo, *Daniel Guérin ou l'art de la dissidence - Combat dans le siècle*, est en cours de réalisation. Pour permettre l'achèvement de ce film (édité sous la forme d'une cassette VHS), une souscription à hauteur de 120 F (port inclus) est lancée par les **Productions Imagora, 24, rue de Bagnolot, 75020 Paris**. Tél. : 40.24.16.92. Chèque à l'ordre d'Imagora.

SAINTE-SAVINE : CNT-INTERCO
Une section syndicale de la CNT-AIT a été constituée dans l'Aube. Pour la contacter, écrivez à : **CNT-AIT, Interco 10, BP 12, 10301 Sainte-Savine**.

SOMMAIRE

Page 1 : Protection sociale : hold-up sur les salariés (suite p. 3).
Page 2 : N'embrasse pas l'occasion dont la bouche est sale.
Page 3 : Protection sociale : hold-up sur les salariés (suite de la « une »).
Souscription nouveaux locaux RL-ML, Amies lectrices... amis lecteurs, Rendez-vous, Parutions.
Page 4 : Les Aquitains futurs Polynésiens ? Les antinucéaires défient les sous-marins de l'île Longue, Rendez-vous, Arles : les

anciens de l'ORA se souviennent. A la petite semaine : *Insulte à magistrats*.
Page 5 : Objection, insoumission, désertion : bilan d'un an de lutte.
Page 6 : Propos d'acteurs de la Foire de l'autogestion.
Page 7 : Noir Mozambique, *La Patagonie rebelle* d'Osvaldo Bayer, *Hiroshima* par Ludwig von 88, *Cant a tres voz*.
Page 8 : Le procès de la solidarité : Gonzalez Agent Liquidateur, Associations.